

Introduction

La Turquie fait trop souvent l'objet d'analyses menées à l'aide de visions réductrices et préconstruites. On célèbre ainsi ce pays musulman et laïc ancré dans la modernité occidentale ; on s'étonne de la résilience de sa démocratie pourtant considérée comme jamais achevée ; on pointe l'importance de ce pont entre Orient et Occident tout en s'inquiétant des dérives autoritaires de son gouvernement islamo-conservateur. La multiplication des crises politiques, militaires et humanitaires qui secouent la région depuis le début des années 2000 vient évidemment compliquer le travail de compréhension de la société turque. Il serait d'ailleurs absurde de nier l'existence des nombreuses lignes de fractures (politiques, ethniques, confessionnelles, culturelles et linguistiques) qui divisent le pays depuis la fin de l'Empire ottoman. Des fractures qui se résolvent trop souvent dans la violence : lors du génocide des Arméniens pendant la Première Guerre mondiale, lors de l'imposition du projet national dans les années 1920 et 1930, au cours des quatre coups d'État militaires qu'a connus le pays (en 1960, 1971, 1980 et 1997), ou depuis le déclenchement de la guerre civile contre le PKK pendant les années 1980. Aujourd'hui, alors que le gouvernement et le président Erdoğan déploient des pratiques autoritaires de plus en plus dures afin d'assurer leur maintien au pouvoir, cette violence semble traverser la société de part en part : les affrontements entre groupes indépendantistes et forces armées dans le sud-est du pays sont réguliers, les tensions confessionnelles atteignent une intensité rarement observée, les altercations entre militants du

Parti de la justice et du développement (AKP) et de l'opposition se multiplient, tandis que de nombreux députés de l'opposition sont emprisonnés et attendent depuis de longs mois leur procès, que les journalistes et les intellectuels sont harcelés par une justice aux ordres et que des universitaires sont régulièrement limogés afin de faire taire toute critique susceptible de fragiliser l'AKP, au pouvoir depuis 2002.

Ce livre vise alors à proposer quelques clés de lecture pour qui désire mieux comprendre la complexité de l'histoire sociale et politique de la Turquie. Il permettra en outre – on l'espère – de convaincre de la nécessité à déconstruire les catégories d'analyse (la laïcité, la modernité, la démocratie, le nationalisme, etc.) trop maladroitement mobilisées par les innombrables experts en pathologies politiques proposant leurs analyses à un public qui se questionne légitimement sur la société turque. Il se présente comme un travail de vulgarisation exigeante, reposant sur près de vingt années de recherches en sciences sociales consacrées à la Turquie et adossées à un souci constant du travail de terrain et de la mobilisation de sources de première main.

Trois problématiques particulièrement saillantes se révèlent à l'observateur de la Turquie : la difficile stabilisation de sa démocratie, la multiplicité des fractures qui alimentent de profonds conflits sociaux et culturels, et l'ambiguïté de son positionnement dans l'espace international et dans sa politique étrangère. C'est autour de ces thèmes qu'est organisé l'ouvrage.

La première partie interroge l'histoire politique du pays, afin de réévaluer la pratique du pouvoir et les modes de gouvernement observables depuis la fin de l'Empire ottoman. Trop de choses erronées ont été écrites sur le despotisme oriental de l'Empire, la « modernisation » proposée par la révolution kéma-

liste, ou le rôle politique de l'armée. La trajectoire politique du pays fait donc l'objet de notre première chasse aux idées reçues, afin de saisir la complexité des problématiques politiques que donne à voir la Turquie contemporaine.

La deuxième partie analyse les fractures et les débats qui nourrissent les conflits sociaux actuels (entre laïcité et islam politique, projet national et séparatismes, conservatisme social et mouvements d'émancipation des minorités culturelles, religieuses et sexuelles). Elle permet notamment de réévaluer le rôle de la société civile dans le processus de démocratisation, les ressorts des nationalismes turcs et kurdes, les inégalités femmes-hommes depuis la proclamation de la République et les effets politiques du conservatisme présumé de la société turque.

La troisième partie analyse enfin la façon dont le pays s'intègre à l'espace international, afin de rendre plus intelligibles les nombreux revirements de sa politique étrangère (en direction des États-Unis, de la Russie et de l'Union européenne) et la complexité des relations qu'il entretient avec son voisinage. Il s'agira donc d'exposer les logiques à l'œuvre dans la projection de la Turquie dans son environnement et de comprendre comment celui-ci, en retour, influence la politique et la société en Turquie.